



Bilan & perspectives 2022-2023



Des savoir-faire en commun

Agence publique, **Expertise France** est l'acteur interministériel de la coopération technique internationale, filiale du groupe Agence française de développement (groupe AFD). Deuxième agence par sa taille en Europe, elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation... Elle intervient sur des domaines clés du développement et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation des Objectifs de développement durable. Pour un monde en commun.



SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	P. 2
INFOGRAPHIES	
Expertise France en bref	P. 6
Nos résultats pour 2022	P. 8
Nos moments forts	P. 10
BILAN	
Soutenir le développement humain	P. 12
Renforcer la gouvernance et l'innovation	P. 14
Agir pour le climat et la planète	P. 16
Favoriser la résilience face aux crises	P. 18
PERSPECTIVES	
Aux côtés des équipes France et Europe	P. 20
Afrique : contribuer aux priorités du partenariat Afrique-France	P. 22
Méditerranée : un espace commun à protéger et dynamiser	P. 24
Espace européen : pour une convergence vers les normes de l'UE	P. 25
Amérique latine et Caraïbes : protéger nos biens publics mondiaux	P. 26
Indopacifique : l'environnement et la sécurité comme priorités	P. 27



ÉDITOS

“Un opérateur de confiance pour toujours plus de bailleurs

Par **CATHERINE COLONNA**, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

Notre politique de développement et de solidarité internationale est un des piliers de notre politique étrangère. Elle nous permet de répondre aux enjeux globaux, de contribuer aux ODD, de nouer des partenariats solides, de faire rayonner notre pays et d'accroître notre influence.

Notre coopération technique constitue un atout majeur en aidant nos partenaires à renforcer leurs capacités, en diffusant l'expertise française et en créant des liens humains, durables et confiants, à travers le monde.

Lors de la clôture des états généraux de la diplomatie, le président de la République nous a demandé « d'ajouter à la grammaire de la solidarité celle de l'influence » et d'aligner l'ensemble des opérateurs vers cet objectif primordial. Expertise France aura un rôle central à jouer pour démultiplier nos réseaux, diffuser nos valeurs et « chercher aux avant-postes celles et ceux qui font l'action politique ».

Expertise France met en œuvre des projets au cœur de nos priorités politiques en matière de santé, d'éducation, de climat et de gouvernance. Je pense notamment à Shabake qui soutient la société civile au Liban, à CRIMARIO qui renforce la sécurité maritime dans l'océan Indien, ou encore à Pravo-Justice qui appuie le secteur de la justice en Ukraine. L'agence, dont la moitié des activités est en Afrique, est un acteur majeur pour le renouvellement de notre partenariat avec ce continent.

En pleine expansion depuis sa création, Expertise France est un opérateur de confiance pour toujours plus de bailleurs, et notamment pour l'Europe. L'agence a également démontré la robustesse de son modèle économique, en dégagant un résultat positif pour la deuxième année consécutive. Nous devons tous rester mobilisés pour poursuivre cette trajectoire de croissance et accroître son implantation locale.

Comme le président de la République l'a réaffirmé le 27 février 2023, il nous faut communiquer davantage, de façon cohérente et unifiée au sein de l'Équipe France, en étant plus réactifs, visibles et lisibles. Le lancement prochain du portail de l'expertise, qui a vocation à être nourri par les administrations, sera crucial pour accroître la lisibilité de notre action.

L'année 2023 sera importante pour repenser notre politique d'investissement solidaire et partenarial. Nous accueillerons à Paris le Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, afin de lutter contre le risque de fracture entre le Nord et le Sud. La Première ministre présidera également un CICID, qui abordera la question de l'efficacité de notre coopération technique, dans un souci de complémentarité, de cohérence et de coordination au sein de l'Équipe France.

Je tiens enfin à remercier chaleureusement les femmes et les hommes d'Expertise France et l'ensemble de nos experts engagés sur le terrain. C'est à eux que nous devons ce beau succès. Je salue leur engagement et leur mobilisation pour faire rayonner l'expertise française dans le monde, et contribuer à mettre en œuvre nos ambitions internationales. **C. C.**



“Un vecteur essentiel d'influence et de diffusion de nos valeurs

Par **BRUNO LE MAIRE**, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

Alors que la France et l'Europe sont confrontées à une compétition géopolitique accrue, le gouvernement s'est fortement mobilisé pour renforcer les moyens de la politique de développement et de solidarité internationale. Celle-ci, et notamment sa dimension mise en œuvre par Expertise France, constitue en effet un vecteur essentiel d'influence et de diffusion de nos valeurs.

Je voudrais ainsi saluer tous les agents d'Expertise France pour les résultats atteints en 2022 en termes d'activité, de priorités géographiques et sectorielles et d'impact. Dans des circonstances parfois délicates, notamment là où la situation sécuritaire très dégradée, en Ukraine ou au Sahel, ils ont une fois de plus démontré leur engagement et leur professionnalisme. Je tiens à les en remercier.

Par ses projets, en particulier en Afrique, sur la mobilisation des ressources intérieures, le soutien à l'entrepreneuriat, la numérisation des administrations ou le verdissement des politiques publiques, l'agence a pleinement participé à l'atteinte de nos objectifs en matière d'aide publique au développement.

Alors que 2022 a été marquée par l'intégration d'Expertise France au groupe AFD, au bénéfice d'une meilleure lisibilité et d'une plus forte articulation de leur action, plusieurs défis se présenteront pour l'agence en 2023.

Je souhaite une intensification des synergies avec l'AFD et Proparco pour présenter à nos partenaires des offres intégrées combinant appui financier et expertise technique. Beaucoup de progrès ont déjà été accomplis

en ce sens mais il convient d'aller plus loin, y compris en matière de synergies fonctionnelles, afin de consolider le modèle économique d'Expertise France.

La projection de l'influence économique française constitue également une priorité, que mon ministère appuie directement avec l'accroissement des experts techniques internationaux (ETI), qui contribuent, sur les géographies et les secteurs prioritaires, à la promotion et à la diffusion de nos intérêts. Expertise France joue ici un rôle crucial, que je tiens à saluer, en identifiant, en animant et en déployant les meilleurs experts auprès de nos partenaires.

Le renforcement du positionnement d'Expertise France comme opérateur de référence des projets de l'UE constitue un autre axe stratégique, avec la montée en puissance des initiatives Équipe Europe et de la stratégie « Global Gateway ». Expertise France est un partenaire privilégié de leur mise en œuvre, et je l'invite à poursuivre en ce sens quand ces projets concourent aux priorités géographiques et sectorielles de la France.

Ces différents chantiers feront partie de la réflexion stratégique qui sera engagée en 2023 lors du Conseil présidentiel du développement et du CICID. Ces échéances permettront de redéfinir nos priorités, dans un contexte international mouvant et instable, et d'en repenser les outils afin de maximiser leur impact. Elles devraient permettre de réaffirmer la dimension structurante pour la France d'un déploiement accru de l'expertise technique à l'international, qui a vocation à continuer à se renforcer. Je compte sur Expertise France pour mettre en œuvre cette ambition. **B. L. M.**

“Une offre **complète** d'appuis techniques et financiers

Avec **JÉRÉMIE PELLET**, directeur général d'Expertise France, et **RÉMY RIOUX**, directeur général du groupe AFD



Un an après l'intégration d'Expertise France au groupe AFD, quel bilan tirez-vous de ce rapprochement ?

R. R. Un bilan très positif. L'année 2022 était la première de notre tout nouveau groupe AFD, avec Expertise France en son sein. Nous l'avons vu lors de la présentation de notre bilan, d'abord au conseil d'administration de l'AFD, le 20 avril 2023, puis à la presse le 26 avril : non seulement le Groupe a tenu tous ses objectifs, mais il a également atteint des records ! 12,3 milliards d'euros de nouvelles signatures, 1 000 nouveaux projets, 9 milliards de décaissements, 65 % de financements qui contribuent à la lutte contre le changement climatique, 62 % à l'égalité femmes-hommes... Et Expertise France y est pour beaucoup ! Nos 625 nouveaux collègues et leur réseau de 1 000 experts à travers le monde ont largement contribué à cet essor et à ce passage d'une communication basée sur les engagements financiers à une communication basée sur l'action, à savoir les projets qui se réalisent concrètement sur le terrain et produisent des résultats et impacts pour les populations.

Au-delà de ces chiffres, l'apport d'Expertise France au groupe AFD est très précieux. Avec Expertise France,

le groupe AFD devient, par exemple, un acteur majeur de la santé mondiale, deuxième plus important secteur d'intervention d'Expertise France. Au total, 64 millions de personnes bénéficieront de soins améliorés grâce aux nouveaux projets du Groupe en 2022. Et les perspectives des prochaines années sont très encourageantes. Je tiens ici à féliciter Expertise France et les collègues de son département Santé pour leur succès dans la mise en œuvre de L'Initiative, qui gèrera désormais 20 % de la contribution française au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, comme l'a annoncé le président de République en septembre 2022, lors de la conférence de reconstitution du Fonds. Je pourrais également parler, bien sûr, de l'action d'Expertise France en matière de paix et de sécurité, de gouvernance et de justice, ou encore de son action en Ukraine, marqueurs forts qui contribuent à faire grandir le groupe AFD dans son ensemble.

Avec l'arrivée d'Expertise France au sein du Groupe, nous proposons désormais à tous nos partenaires une offre complète et inégalée d'appuis techniques et financiers. Le groupe AFD, c'est un peu comme si la Banque mondiale, la SFI et le PNUD devenaient une

même entité ! Peu d'acteurs bilatéraux du financement du développement ont cette force et un tel continuum d'offre financière et d'expertise. Nous les cultiverons et maximiserons dans les années à venir.

L'Afrique est une des priorités de l'aide publique au développement française. Comment cela se traduit-il pour Expertise France ?

J. P. Le continent africain concentre la moitié des montants engagés par le groupe AFD et 65 % de l'activité d'Expertise France. C'est très important de garder cet engagement pour et avec l'Afrique au moment où le continent fait face à de très sérieuses difficultés financières.

Nous nous inscrivons dans le nouveau partenariat dans le sillage du Nouveau Sommet Afrique-France de 2021. Fortement engagés sur les thématiques de la mobilisation et du soutien à la jeunesse, des industries culturelles et créatives, de l'entrepreneuriat ou encore du sport, nous continuerons en 2023 à développer notre contribution en format Groupe à l'agenda transformationnel du président de la République.

Avec Expertise France, le groupe AFD a su créer des dispositifs et des projets emblématiques s'inscrivant dans ces axes prioritaires. Je pense notamment aux projets sur l'entrepreneuriat féminin au Niger, au partenariat avec NBA Africa ou encore, hors d'Afrique, à notre appui aux industries musicales en Palestine.

La jeunesse est un thème phare de l'agenda transformationnel mis en place par le gouvernement français pour refonder nos relations bilatérales. À travers l'assistance apportée aux jeunes, le Groupe souhaite renforcer l'accès à l'éducation, la capacité d'entreprendre et d'innover, mais aussi améliorer la participation à la vie économique par des programmes d'insertion socio-professionnelle. En miroir, nous souhaitons également soutenir la mobilisation de la jeunesse française en faveur de la coopération internationale.

Quelles sont les perspectives stratégiques pour la politique française de développement et le groupe AFD ?

R. R. Avec Expertise France, nous sommes fiers de mettre en œuvre et de servir l'ambition renouvelée de la politique française de développement et de partenariats internationaux que porte le président de la République depuis 2017. Cette ambition a déjà permis à la France

de devenir, en 2022, le quatrième pays le plus solidaire au monde, avec 0,56 % de son RNB consacré à l'aide publique au développement, soit plus de 15 milliards d'euros, un niveau jamais atteint par notre pays dans son histoire !

Nous sommes désormais à un nouveau tournant stratégique : au niveau français avec le Conseil présidentiel du développement (CPD) et le Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID) qui se tiendront tous deux avant l'été ; et au niveau international avec le Sommet pour un nouveau pacte financier mondial, qui se tiendra les 22 et 23 juin à Paris et redéfinira le cadre dans lequel nous intervenons. Au niveau du groupe AFD, la négociation de notre futur contrat d'objectifs et de moyens avec l'État a démarré, et nous avons déjà entamé nos propres réflexions dans la perspective de notre futur plan d'orientation stratégique – le premier qui intégrera Expertise France. Ces orientations refléteront bien sûr les grandes orientations définies par le président de la République et la Première ministre lors du CPD et du CICID. Nous pouvons déjà affirmer qu'Expertise France aura un rôle spécifique à jouer autour du triptyque planète, lien social et renforcement des institutions démocratiques, les trois composantes de l'Agenda 2030 des Nations unies.

Quelles conséquences l'élargissement du groupe AFD a-t-il eues sur le mandat d'Expertise France ?

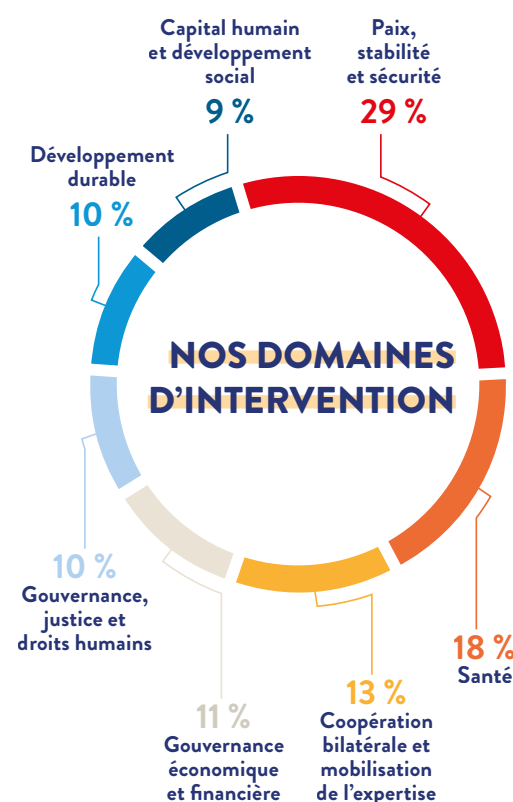
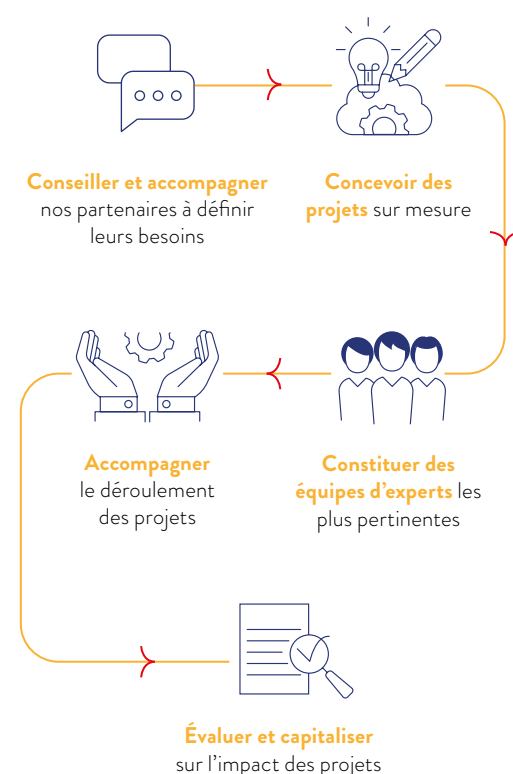
J. P. Être présents dans le groupe AFD nous ouvre à de nouvelles géographies. Sans se départir de sa priorité africaine, Expertise France tourne aujourd'hui son activité vers le voisinage européen, les grands émergents ou encore la zone Indopacifique. Le développement d'un réseau Groupe nous permettra de renforcer notre empreinte géographique, au plus près de nos partenaires. L'enjeu est également de continuer à diversifier notre activité en intervenant sur de nouvelles thématiques, comme la transition juste, ou en développant des offres Groupe plus étoffées avec l'AFD et Proparco, par exemple sur le secteur privé et l'entrepreneuriat dans le cadre de l'initiative Choose Africa 2 afin d'œuvrer au renforcement des écosystèmes tech africains.

De notre côté, nous sommes fiers d'avoir pu permettre au groupe AFD d'apporter un appui d'urgence au gouvernement ukrainien et de nous inscrire dans la réponse de plus long terme de reconstruction et d'appui aux institutions du pays. ■

Expertise France en bref

Filiale du groupe AFD, Expertise France contribue à renforcer durablement les politiques publiques de ses pays partenaires. L'agence accompagne les administrations centrales, les organisations régionales, les collectivités locales, les organisations de la société civile... Sa mission : contribuer à l'atteinte des ODD.

NOTRE MÉTIER



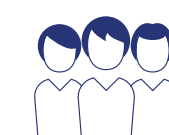
NOS OUTILS

- Conseil méthodologique et technique :** diagnostics, recommandations, plans d'action...
- Renforcement de capacités :** formations, coaching, accompagnement du changement...
- Mise en réseau :** échanges entre pairs, visites d'études, ateliers de concertation...
- Fourniture de biens, services et travaux :** rédaction de cahiers des charges, passation de marchés, coordination de travaux...

Des bailleurs diversifiés



Nos équipes

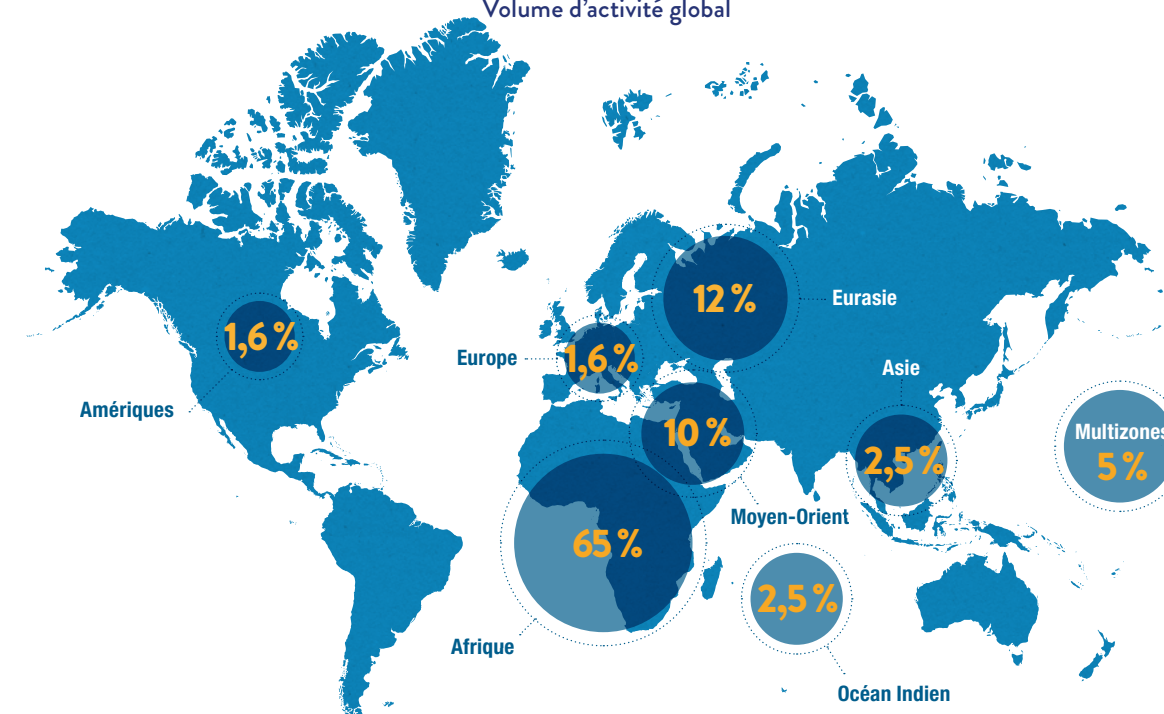


625
collaborateurs
au siège



1 000
intervenants
sur le terrain

**PLUS DE 60 %
DE NOTRE ACTIVITÉ EN AFRIQUE**
Volume d'activité global

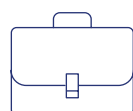


Nos résultats pour 2022

L'intégration d'Expertise France au groupe AFD, en janvier 2022, a permis de poursuivre et d'amplifier son action au service du développement durable. L'année a été marquée par une progression de 5 % de l'activité de l'agence et par un impact renforcé dans ses pays partenaires.

NOTRE IMPACT

ENTREPRENEURIAT



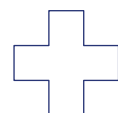
3 222
entreprises accompagnées

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE



34 780
membres d'exploitations
familiales agricoles soutenus

SANTÉ



1 979
structures impliquées dans la
fourniture de services de santé
renforcées

ÉDUCATION ET JEUNESSE



186
centres de formation
accompagnés

BIODIVERSITÉ



580
structures renforcées
en matière de protection
de la biodiversité

CLIMAT



28
pays accompagnés
dans la lutte contre le
changement climatique

NUMÉRIQUE



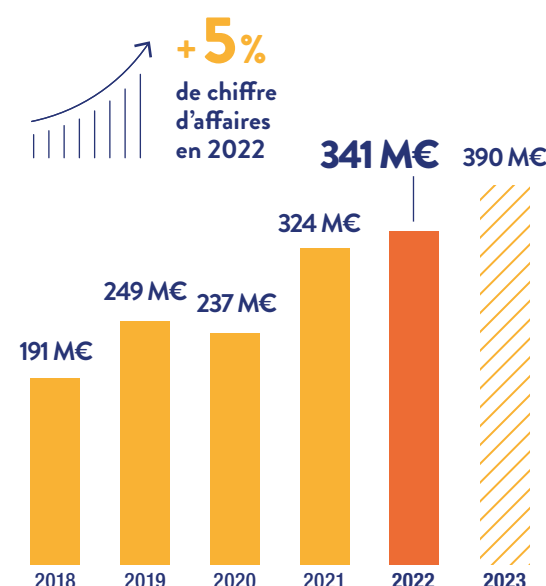
2 318
organisations soutenues dans
leur transition numérique

SÉCURITÉ ET STABILITÉ



616
structures assurant la sécurité
ou la stabilité d'un territoire
accompagnées

Une croissance confirmée



+ de 380
projets en cours
(172 nouveaux projets
signés en 2022)

220
ETI déployés
(+ 50 % en
2022)

145
pays
d'intervention
dans le monde

100 000
jours-hommes
d'expertise
mobilisée

20
projets à vocation catalytique pour lutter
contre les pandémies et renforcer les systèmes
de santé financés via L'Initiative

Au service des ODD

Forte d'une expertise multisectorielle, Expertise France poursuit son engagement en faveur des Objectifs de développement durable. Focus sur quelques moments clés de l'année 2022-2023.

CONTRIBUER À LA PAIX ET LA STABILITÉ

Le programme européen EL PACCTO, visant à renforcer la lutte contre la criminalité organisée entre les pays européens et latino-américains, s'est clôturé à Buenos Aires en novembre 2022.

Il aura duré plus de cinq ans. Expertise France agit aussi pour la stabilité au Niger : depuis 2023, elle renforce la protection civile dans trois régions pour améliorer la résilience des populations, notamment face aux changements climatiques.

bit.ly/paix-stabilite-2022

AGIR POUR LE CLIMAT ET LA BIODIVERSITÉ

En 2022, Expertise France a participé à la COP27 sur le climat et à la COP15 sur la diversité biologique.

L'agence s'engage sur ces sujets à travers des projets comme BIODDEV2030, qui favorise l'intégration des enjeux liés à la biodiversité dans les secteurs économiques de seize pays, ou encore le projet Post-2020 Biodiversity Framework – EU Support qui a appuyé la Commission européenne en vue des négociations de la COP15.

bit.ly/gcca-2022

UNE AGENCE RÉSOLUMENT EUROPÉENNE

Expertise France a célébré ses dix ans de coopération avec la Grèce en juin 2022. Une décennie d'action pour accompagner les réformes administratives du pays, en matière de finances publiques, de gestion des ressources humaines dans la fonction publique ou encore de transformation numérique, grâce à une cinquantaine d'experts déployés chaque année sur le terrain. En mai 2023, l'agence a également pris la présidence du Practitioners' Network pour un an.

dev-practitioners.eu

RÉUNIR LA COMMUNAUTÉ DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

En 2022 ont eu lieu deux rendez-vous importants pour la communauté du développement : la première édition des Journées des experts techniques internationaux (ETI), qui a rencontré un franc succès avec 150 participants issus du réseau de coopération et d'influence français, et la deuxième édition des Rencontres internationales de la coopération, qui a réuni les observateurs, acteurs et bénéficiaires de l'aide au développement autour de réflexions thématiques.

rencontres-expertisefrance.com

SOUTENIR LE SECTEUR PRIVÉ ET L'ENTREPRENEURIAT

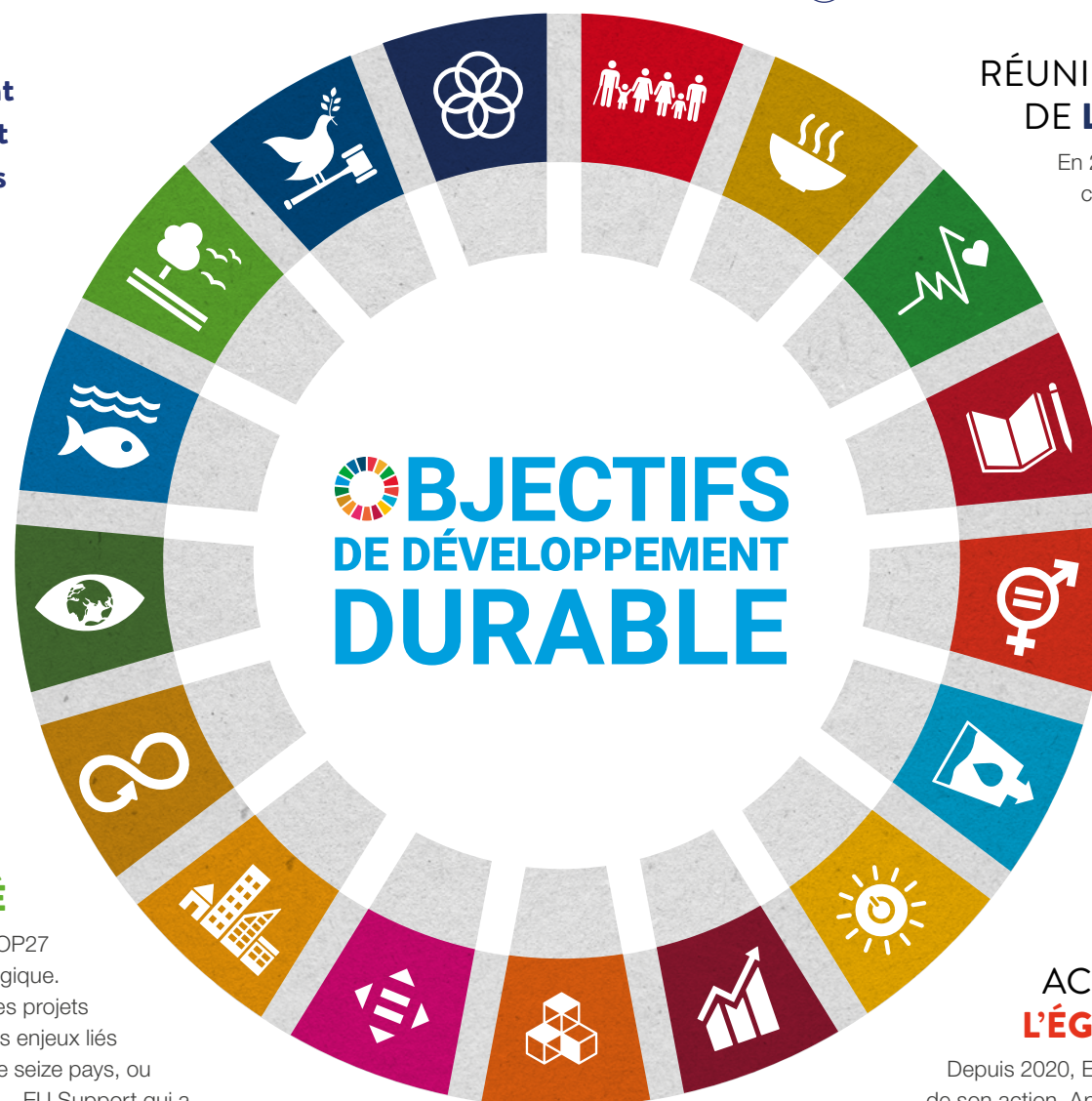
Fin 2022, l'UE et Expertise France ont dressé le bilan du projet EU4PSL déployé en Libye : un secteur privé qui se développe, un meilleur environnement des affaires et plus d'opportunités d'emploi, notamment pour les jeunes et les femmes. Événement phare du programme européen MEET Africa, le Forum des entrepreneurs de la diaspora africaine s'est également tenu en février 2023 à Paris. Il offre des services aux porteurs d'initiatives économiques pour l'Afrique.

bit.ly/eu4we-2022

ACCÉLÉRER SUR L'ÉGALITÉ DE GENRE

Depuis 2020, Expertise France redouble d'effort pour mettre le genre au cœur de son action. Après avoir intégré cet enjeu à l'ensemble de ses thématiques opérationnelles, l'agence a renforcé l'accompagnement des équipes avec l'appui d'une experte interne, la multiplication des référent-es genre au sein des pôles, ainsi que la mise en place d'outils de formation dédiés. La dimension genre est désormais intégrée dans tous ses volets d'intervention et à chaque étape du cycle de vie d'un projet.

bit.ly/genre-2022



Soutenir le développement humain

Le développement humain est une condition essentielle de la prospérité d'un pays. Expertise France agit en sa faveur en soutenant notamment la formation professionnelle, l'emploi et le renforcement des systèmes de santé.

L'insertion professionnelle, un levier de développement

Expertise France se mobilise pour « assurer une éducation inclusive et équitable de qualité, et promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » (ODD 4). L'agence inscrit l'éducation, la formation et l'insertion professionnelle au cœur de son activité car elles sont indissociables de la lutte contre la pauvreté.

Appuyer la formation des jeunes rwandais

En pleine croissance, le Rwanda est confronté à une pénurie de main-d'œuvre qualifiée ainsi qu'à un fort taux de chômage chez les jeunes. Pour répondre à ces difficultés, le gouvernement s'est engagé à renforcer l'écosystème de la formation.

Sur financement de l'AFD, Expertise France intervient depuis 2020 au côté du ministère de l'Éducation pour

l'accompagner dans l'amélioration de l'offre de formation technique et professionnelle. Une filière de formation en mécatronique et un laboratoire de langues ont déjà été créés au sein de l'Integrated Polytechnic Regional College de Kigali, où plus de trente professeurs de langues ainsi que six formateurs en mécatronique ont été formés. Quatre écoles techniques secondaires ont été renforcées via la formation de formateurs et la fourniture de nouveaux équipements. Des actions de renforcement de l'employabilité des diplômés et de développement de l'entrepreneuriat ont également été mises en place.



23 800

bénéficiaires

dont la formation professionnelle et technique a été soutenue

Agir pour l'emploi des réfugiés syriens en Turquie

La guerre en Syrie a engendré une crise humanitaire faisant fuir des millions de civils, notamment vers la Turquie. Pour faciliter leur intégration dans le pays, il est indispensable

d'améliorer leurs moyens de subsistance et leurs perspectives d'emploi.

Lancé en 2020, le projet européen VET4JOB, mis en œuvre avec EDUSER Education Consulting, vise à faciliter l'accès des jeunes réfugiés syriens et des communautés d'accueil turques à des formations par un apprentissage de qualité, dispensées par les centres de formation du ministère de l'Éducation nationale turque, en fonction des besoins du marché du travail. Le projet permet à de jeunes syriens et turcs de 14 à 17 ans d'obtenir un certificat de maîtrise et facilite leur accès au marché du travail. VET4JOB promeut l'apprentissage comme moyen d'éducation formelle et sensibilise le public aux ravages du travail des enfants. ■


À lire : l'interview de Fatma Özdemir Uluç, cheffe d'équipe VET4JOB
bit.ly/vet4job-2022

“

Nous promouvons un système qualitatif de formation et d'apprentissage en prise avec le marché pour offrir aux communautés d'accueil et aux réfugiés des perspectives d'emploi durable.

FATMA ÖZDEMİR ULUÇ,
 cheffe d'équipe VET4JOB



La santé publique, une priorité internationale

Expertise France accompagne les pays partenaires de la France et de l'Union européenne dans la mise en œuvre de leurs plans nationaux de développement sanitaire. De 2018 à 2023, l'agence a ainsi coopéré avec le ministère de la Santé guinéen et la région de Nzérékoré pour renforcer leur gouvernance financière, développer les infrastructures sanitaires et favoriser l'accès aux soins des populations – en particulier pour les mères et les jeunes enfants. Le projet, financé par la France, l'UE et la coopération allemande, a été mis en œuvre conjointement avec la GIZ.

L'année 2022 a également marqué une étape décisive dans la trajectoire de L'Initiative. En septembre, à l'occasion de la conférence de reconstitution du

Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, le président de la République Emmanuel Macron a annoncé que cette facilité, destinée à améliorer l'accès et la performance des subventions du fonds, mettrait en œuvre 20 % de la contribution française entre 2023 et 2025, contre 9 % lors du précédent triennum. Le budget d'intervention de L'Initiative dépassera ainsi les 300 millions d'euros sur les trois prochaines années. Ces moyens accrus contribueront à renforcer les systèmes de santé et à lutter contre les grandes pandémies dans une quarantaine de pays. L'Initiative est mise en œuvre par Expertise France. ■


À lire : l'interview du Dr Mamadou Péthé Diallo, ministre de la Santé et de l'Hygiène publique de Guinée
bit.ly/sante-guinee-2022

↑

 Au centre de formation professionnelle d'Abomey (Bénin), les Compagnons du devoir ont été mobilisés pour former des apprentis à la menuiserie.

Renforcer la gouvernance et l'innovation

Expertise France a la spécificité de coopérer à la fois avec les institutions publiques, le secteur privé et la société civile. L'agence met son savoir-faire en matière de gouvernance et d'innovation au service d'un développement global, inclusif et pérenne.

Le numérique au service de la croissance et de l'atteinte des ODD

Expertise France mobilise de l'expertise pour accompagner les organisations publiques et privées des États partenaires dans la mise en œuvre de politiques économiques visant à consolider le secteur privé et l'accompagner dans sa transition écologique, à créer des emplois décents et à diversifier les économies locales.

Égalité des genres et transition écologique : deux enjeux clés

Depuis 2022, Expertise France met en œuvre le projet « Pour elles », destiné à réduire les inégalités de genre et à favoriser l'autonomisation économique des femmes en RDC. Le principe : apporter un soutien financier et technique à des projets à haut potentiel portés par des femmes entrepreneures. Financé par l'AFD, « Pour elles » contribue également à renforcer les capacités des

acteurs publics et privés engagés en faveur de l'entrepreneuriat des femmes.

Le soutien à un entrepreneuriat respectueux de l'environnement, dit « vert », est une autre thématique en pleine croissance chez Expertise France. En Tunisie, l'agence agit pour la transition écologique de l'économie à travers le projet Greenov'i. Lancé en février 2023 sur financement européen, il permet à la fois

d'accompagner la création et l'émergence d'entreprises de biens et services verts, et d'accompagner les sociétés existantes vers des modes de production sobres, équitables et durables.

Le digital, une opportunité de développement

En 2021, l'UE a inauguré le Digital-4Development Hub (D4D Hub), une plateforme de coopération qui vise à réduire la fracture digitale au niveau


3 222
entreprises accompagnées



Soutenir les industries culturelles et créatives

Vectrices de développement économique et social, les industries culturelles et créatives font partie des priorités d'Expertise France. En participant à la structuration de leurs filières, l'agence contribue à élargir leurs débouchés économiques tout en améliorant l'accès à la culture. Cette approche s'illustre par exemple par le soutien apporté à l'industrie musicale palestinienne. Le projet est en mis en œuvre avec le label de musique Jafra production et la SACEM.



Au Liban, Expertise France et l'UE ont soutenu des femmes entrepreneures pour leur permettre notamment de se fournir en équipements.

international et à renforcer l'engagement stratégique de l'UE dans les partenariats numériques. Concrètement, le D4D Hub facilite les dialogues multipartites entre l'UE et ses pays partenaires d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, des Caraïbes et du voisinage oriental européen. Il encourage également le partage de l'expertise numérique et les investissements de partenaires européens et mondiaux.

En 2022, l'UE a notamment pu échanger avec l'Égypte lors de deux jours d'ateliers portant sur les technologies vertes et l'intelligence artificielle en faveur d'une agriculture et d'une ville durables. Un atelier a également été organisé au Sénégal, en partenariat avec différents acteurs européens et sénégalais, sur les données géospatiales et leur mise au service du développement du pays. ■

À lire : l'interview de Sidonie Latere, directrice et fondatrice de l'incubateur Kobo-Hub (RDC)
bit.ly/kobo-hub-2022

Lutter contre la traite dans le golfe de Guinée

La lutte contre la traite des êtres humains est un enjeu multidimensionnel dans le golfe de Guinée : les pays de la zone sont à la fois des territoires d'origine, de transit et de destination des personnes victimes de traite à des fins d'exploitation sexuelle ou de travail forcé.

Pour participer à la lutte contre ce fléau, Expertise France soutient les autorités et les OSC de six pays depuis 2019 : la Guinée, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin et le Nigeria. Son intervention vise en premier lieu à soutenir les instances interministérielles de lutte contre la traite, mais aussi à renforcer les compétences d'acteurs clés sur divers volets : prévention, répression, protection et réinsertion des victimes, coopération régionale. En 2022, l'agence a appuyé le ministère du Genre, de l'Enfance et de la Protection sociale du Ghana en réhabilitant notamment les bureaux du Human Trafficking Secretariat. En Guinée, un centre d'hébergement destiné aux personnes victimes de traite a été inauguré.

Financé à travers le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE, ce projet d'une durée de cinq ans bénéficie également d'un cofinancement de la France pour les interventions au Togo et au Bénin. Il s'inscrit dans la continuité d'un premier projet mis en œuvre par Expertise France dans la région entre 2013 et 2017 sur financement du MEAE. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la stratégie « Droits humains et développement » adoptée en 2018 par la France. ■

À lire : l'interview d'Abena Annobea Asare, responsable du Human Trafficking Secretariat
bit.ly/traite-ghana-2022

Agir pour le climat et la planète

Expertise France agit avec ses partenaires pour atténuer les effets du changement climatique et protéger la biodiversité. Elle contribue à opérer la transition énergétique dans de nombreux pays, engendrant des bénéfices à la fois environnementaux et sociaux.

Appuyer la Côte d'Ivoire dans sa transition énergétique et climatique

Expertise France contribue à la transition énergétique et à la stratégie climatique ivoiriennes. Elle intervient notamment dans le cadre de trois projets financés par l'UE.

L'électricité gagne du terrain

L'agence met en œuvre le projet ECLER IVOIRE, qui vise à électrifier les zones rurales en développant les énergies renouvelables. Lancé en 2017, ce projet a permis de construire seize centrales solaires dans dix-sept localités, bénéficiant à dix mille personnes. Depuis août 2022, ces centrales sont exploitées par l'opérateur national CI-Énergies. Expertise France l'accompagne dans la mise en place de son système de supervision des centrales.

28
pays accompagnés
dans la lutte contre
le changement climatique

En parallèle, ECLER IVOIRE a pour objectif d'accroître l'efficacité énergétique des bâtiments publics. Des travaux ont été engagés dans l'immeuble Sogefiha, à Abidjan. L'objectif : en faire une référence en matière d'efficacité énergétique. Un atelier de sensibilisation aux écogestes énergétiques a aussi été conduit auprès des occupants de l'immeuble.

Initiative complémentaire, le projet MAX favorise l'accès aux services et aux équipements électriques efficaces dans les zones rurales. Il bénéficie à différents types d'acteurs : les ménages, le secteur privé et les pouvoirs publics. L'objectif est d'offrir de nouvelles opportunités économiques aux communautés locales, notamment pour la transformation de produits agricoles. MAX est mis en œuvre depuis 2021 par Expertise France sur fonds européens délégués à l'AFD.

Réaliser les objectifs climatiques

Depuis début 2023, l'agence accompagne également la Côte d'Ivoire dans la mise en œuvre de ses engagements climatiques dans le cadre de l'Accord de Paris. Pendant quatre ans, elle va contribuer à bâtir une coordination interministérielle et intersectorielle pour instaurer un système de suivi et d'évaluation des engagements climatiques du pays. Ces engagements concernent à la fois l'adaptation au changement climatique et son atténuation. Le projet permettra également de soutenir les secteurs clés (forêt, énergie, agriculture et déchets) et de sensibiliser la société civile au changement climatique en Côte d'Ivoire.

À lire : l'interview de Sabati Cissé, ministre du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables de Côte d'Ivoire
bit.ly/ecler-ivoire-2022



Les systèmes d'électrification décentralisée déployés dans le cadre d'ECLER IVOIRE sont conçus pour être pleinement intégrés dans la stratégie d'électrification rurale du pays.

SABATI CISSÉ, directeur général de l'Énergie, ministère du Pétrole, de l'Énergie et des Énergies renouvelables de Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, le village de Dibykro a pu être électrifié dans le cadre du projet européen ECLER IVOIRE.

Protéger la biodiversité dans l'océan Indien

La pression qu'exercent les activités humaines sur les écosystèmes naturels met en péril l'exceptionnelle biodiversité du sud-ouest de l'océan Indien. Sur l'île Maurice, par exemple, la quasi-totalité des oiseaux endémiques est considérée comme menacée. En retour, cette érosion affaiblit également les services écosystémiques que la biodiversité rend aux populations, comme l'approvisionnement en ressources naturelles et son pouvoir de régulation (des sols, du cycle de l'eau, du climat ou encore la pollinisation).

Lancé en 2022 et financé par l'AFD, le programme Varuna a pour ambition de contribuer à la préservation de la biodiversité dans la zone, au bénéfice

de ses habitants. Il mise sur le renforcement des capacités et la mutualisation des efforts des acteurs publics, privés et de la société civile. Parmi les nombreux volets du programme figurent par exemple la structuration de réseaux d'acteurs régionaux pour coordonner les initiatives de préservation de la biodiversité – notamment dans les aires marines protégées –, l'intégration des enjeux de transition écologique auprès des acteurs économiques en les aidant à mesurer et limiter leurs impacts sur la biodiversité, ou encore le soutien au dialogue entre la recherche et la société.

À lire : l'interview de Frédérique Jankowski, socio-anthropologue, cheffe de projet Living Forest (CIRAD)
bit.ly/living-forest-2022

Favoriser la **résilience** face aux crises

Agence de terrain, Expertise France agit en coopération avec ses partenaires locaux et européens pour prévenir les risques, gérer les crises et offrir un accompagnement d'urgence, particulièrement en situation de guerre.

Réduire les vulnérabilités des populations

Les crises auxquelles un pays ou une région peuvent être confrontés sont très diverses et parfois imprévisibles : catastrophes naturelles, nouvelles fragilités face au dérèglement climatique, tensions politiques, conflits... Expertise France intervient auprès des pouvoirs publics locaux pour évaluer les risques et renforcer leurs moyens d'action.

En Jordanie, un appui à la protection civile

Depuis 2019, dans le cadre du projet PC Jordanie, le groupe AFD apporte un appui à la protection civile (PC) jordanienne. Le but : améliorer la prévention et la qualité des services délivrés localement, et renforcer les moyens opérationnels de la PC dans le gouvernorat de Mafraq.

À travers la mise en œuvre de ce projet, Expertise France contribue

à l'évaluation des risques d'origine naturelle et humaine qui pèsent sur la zone pilote de Mafraq et à la planification des urgences et réponses opérationnelles face aux risques identifiés. Fin 2022, 280 personnes ont été formées dans le cadre du projet, à la fois au niveau national et déconcentré. Deux bureaux, dont les missions sont fortement interdépendantes, ont également été ouverts et les équipes continuent d'y être formées : l'un au sein de la protection civile nationale pour étudier les risques à l'échelle du pays, et l'autre pour coordonner la préparation des réponses aux catastrophes dans le gouvernorat de Mafraq.

11 055
personnels
de structures assurant
la sécurité ou la stabilité
d'un territoire accompagnés

En complément, Expertise France met en œuvre le projet SECFRON cofinancé par les Pays-Bas et la France, qui vise à doter les autorités jordaniennes d'un *hub* logistique à Ruwaishid. L'objectif est de leur permettre d'apporter des réponses rapides et durables en cas de crise



←
En Jordanie, Expertise France a soutenu le gouvernorat de Mafraq pour faire face aux risques naturels.

humanitaire ou de menace sécuritaire aux frontières avec l'Irak et la Syrie.

En Éthiopie, l'urgence de l'accès aux soins

Depuis 2020, le conflit au nord de l'Éthiopie a entraîné la destruction massive d'infrastructures publiques, des violations des droits humains et des déplacements forcés de populations. Expertise France est intervenue dès mars 2022 pour contribuer au rétablissement de l'accès aux services essentiels dans la ville de Dessie à travers la mise en œuvre d'un projet visant à réhabiliter l'hôpital local qui offre des services à un bassin de population de 10 millions de personnes. ■

À lire : l'interview de Haymanot Ayele, PDG de l'hôpital de Dessie
bit.ly/hopital-dessie-2022

Renforcer la confiance entre populations et forces de sécurité

En 2022, Expertise France a finalisé, en collaboration avec les ministères de l'Europe et des Affaires étrangères, des Armées, de l'Intérieur et l'AFD, un document cadre sur le renforcement du lien de confiance entre les populations civiles et les forces de défense et de sécurité. Un référentiel important, à l'heure où plusieurs régions du monde font face à un contexte géopolitique dégradé et à une défiance grandissante vis-à-vis des pouvoirs publics, qui éclairera le développement des futurs projets de l'agence.

Ukraine : soutenir la justice en temps de guerre

Apartir de 2022, dans le contexte de l'invasion russe, Expertise France a réorienté le projet Pravo-Justice qu'elle mettait en œuvre en Ukraine depuis 2021, pour la phase 2. L'objectif : répondre aux besoins urgents des acteurs de la justice du pays, mais aussi des populations déplacées, en fournissant par exemple une assistance légale aux réfugiés ukrainiens.

Le projet contribue notamment à documenter les exactions et les crimes de guerre perpétrés dans le pays. Pour cela, un soutien matériel et humain est apporté au bureau du procureur général ukrainien et aux autorités judiciaires : financement et déploiement de vingt experts analystes criminels en matière

militaire, appui aux réflexions juridiques sur certains enjeux critiques, fourniture de matériels de police technique et scientifique, formation des magistrats sur les investigations en matière de crimes de guerre, appui au développement d'une plateforme de collecte des preuves...

Financé par l'UE, Pravo-Justice était initialement dédié à la réforme du système judiciaire ukrainien. Ce projet a permis de lutter contre la corruption, de former les juges au droit européen ou encore d'accélérer la digitalisation de la justice. ■

À lire : l'interview d'Anna Adamska-Gallant, experte pour Pravo-Justice
bit.ly/pravo-justice-2022

Aux côtés des équipes France et Europe

Agence interministérielle, Expertise France mobilise l'expertise française au service des pays partenaires. Résolument européenne, elle travaille également en lien étroit avec les institutions et ses homologues européens.

“Faire plus, mieux et avec les pays en développement



Par **AURÉLIEN LECHEVALLIER**, directeur général de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères

La France mène une politique de développement solidaire ambitieuse, sous l'impulsion du président de la République. Avec l'adoption par le Parlement, à l'unanimité, de la loi du 4 août 2021 relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales, la France porte l'ambition de faire « plus », grâce à une hausse significative des moyens alloués à notre politique de développement, mais aussi « mieux » en Équipe France, avec des méthodes de travail et des outils rénovés, ainsi qu'un pilotage renforcé de nos opérateurs, et enfin « avec » les pays en développement, et non plus seulement pour eux, dans une approche partenariale.

Nos opérateurs – au premier rang desquels le groupe AFD et sa filiale dédiée à la coopération technique,

Expertise France – sont fortement mobilisés pour concrétiser cet élan et contribuer à l'atteinte de nos objectifs prioritaires : l'éradication de la pauvreté dans toutes ses dimensions, la promotion des droits humains et la protection des biens publics mondiaux.

Trois attentes vis-à-vis d'Expertise France

Avec l'intégration d'Expertise France au groupe AFD en 2022, le dispositif français de développement a été réorganisé pour présenter plus de cohérence et répondre de manière adaptée aux besoins de nos partenaires. Nous nourrissons trois attentes principales vis-à-vis d'Expertise France :

- ensemblier de l'expertise technique française, l'agence entretient des liens forts avec les ministères et l'ensemble de l'écosystème français pourvoyeur d'expertise (opérateurs publics, collectivités locales, entreprises et ONG). Ces liens lui permettent de constituer des viviers d'experts, notamment via le dispositif des experts techniques internationaux (ETI), qui devront être renforcés dans les prochaines années

afin d'assurer le déploiement d'une expertise spécifique, adaptée et plus nombreuse ;

- Expertise France constitue également un outil précieux du fait de sa grande agilité, qui lui a permis d'être positionnée sur des terrains de crise : au Sahel, en Ukraine ou en Syrie. Cette réactivité bénéficie à l'ensemble de l'Équipe France, et plus largement à nos interventions en tant qu'Équipe Europe : nous comptons sur sa poursuite dans les prochaines années ;

- enfin, Expertise France assure une présence française au plus près du terrain, en déployant des experts qui représentent le visage de la France à l'international et nourrissent un dialogue étroit avec nos partenaires. Grâce à la coopération et aux échanges d'expertise entre pairs, l'agence doit être la cheville ouvrière de l'approche partenariale que nous promovons. **A. L.**



À lire : l'interview complète d'Aurélien Lechevallier
bit.ly/meae-2022

Expertise France préside le Practitioners' Network

En mai 2023, Expertise France a pris la présidence du Practitioners' Network pour une durée d'un an, faisant suite à la FIIAAP (Espagne) et au SNV (Pays-Bas).

Fondé en 2007, le Practitioners' Network est une plateforme dédiée aux organisations européennes de coopération au développement. Elle vise à développer les échanges entre pairs, partager les retours d'expériences, et promouvoir la capitalisation sur les innovations opérationnelles et les coordinations entre acteurs, en lien étroit avec la Commission européenne, observatrice du réseau, en particulier les directions générales des Partenariats internationaux (DG INTPA) et du voisinage et des négociations d'élargissement (DG NEAR).

Expertise France s'implique dans ce réseau et y resserre ses liens avec ses homologues européens, dans le cadre des groupes de travail que l'agence coanime (Fragilités, Numérique, Contrat finance), et en tant que présidence du réseau. Expertise France encourage l'approche Équipe Europe, la cocréation et les initiatives conjointes, et renforce la place du réseau dans l'architecture européenne de l'aide, en lien avec les deux autres réseaux européens, European Development Finance Institutions (EDFI) et le Joint European Financial Institutions for International Cooperation (JEFIC) dont Proparco et l'AFD sont respectivement membres. ■



En savoir plus :
dev-practitioners.eu



En mars 2023, les trois réseaux européens de coopération (EDFI, JEFIC et Practitioners' Network) réaffirmaient leur volonté de renforcer leur coopération.

Soutenir les initiatives Équipe Europe

Expertise France participe pleinement à la dynamique collaborative de l'Équipe Europe, dont les initiatives, notamment, ont un impact transformationnel durable dans les pays partenaires. C'est le cas du projet Investing in Young Businesses in Africa, lancé en 2023, qui accompagne les jeunes entreprises et entrepreneurs africains dans leur croissance. C'est le cas aussi du Digital for Development Hub qui permet de renforcer la coopération entre Europe et Afrique autour du numérique.

Œuvrer à relever les défis de chaque région

Expertise France intervient aujourd'hui dans une centaine de pays. Forte d'une expertise multisectorielle, elle adapte sa stratégie aux enjeux de chaque région, en cohérence avec les politiques d'aide au développement française et européenne.



AFRIQUE

Contribuer aux priorités du partenariat Afrique-France

L' Afrique constitue la priorité de l'aide publique au développement bilatérale française, dont elle est le premier destinataire. La coopération technique est mobilisée prioritairement sur ce continent pour accompagner les pays africains vers des modèles de croissance durables tout en réduisant les inégalités sociales.

♦ Répondre aux aspirations de la jeunesse

Avec 60 % de sa population âgée de moins de 24 ans, l'Afrique est le continent le plus jeune du monde. Cette situation, qui va s'accroître dans les prochaines décennies, constitue à la fois un défi et une opportunité pour son développement. Elle implique de créer rapidement et massivement des emplois et encourage à diversifier les secteurs d'activité et à faire de l'espace pour l'innovation.

Expertise France contribue à dynamiser la formation et le marché du travail dans des secteurs

traditionnels comme l'agriculture, mais aussi dans les services, plus attractifs auprès des jeunes. Le numérique permet d'envisager des solutions innovantes, à la fois du côté de la formation et de l'emploi, en créant des postes dans des secteurs d'avenir : e-santé, services bancaires digitalisés...

Au Rwanda, par exemple, Expertise France s'implique depuis 2020 dans l'amélioration de l'enseignement technique et professionnel, pour renforcer l'employabilité des jeunes diplômés (voir page 12). Le dialogue avec les pouvoirs publics et les entreprises garantit l'adéquation entre les formations dispensées et les besoins du marché.

♦ Pour une économie dynamique, innovante et diversifiée

Expertise France soutient l'entrepreneuriat numérique innovant, car il met en valeur les expertises de pointe des pays africains. En Tunisie, l'agence intervient depuis 2019 pour renforcer les dis-



↑ Soutenue dans le cadre du programme MEET Africa, la start-up tunisienne Iley'Com permet aux entrepreneurs d'accéder, à travers une marketplace numérique, à de nouveaux débouchés pour leurs produits.

positifs d'accompagnement et de financement des start-up. Elle développe aussi la culture de l'entrepreneuriat dans une dimension inclusive, en offrant un appui spécifique aux femmes, comme en RDC à travers le projet « Pour elles » lancé en 2022 (voir page 14).

En parallèle, Expertise France participe à l'émergence d'un écosystème africain de la culture, créateur d'emplois et générateur de croissance. Cela passe par de nombreux projets dans le domaine du patrimoine et les industries créatives et culturelles. Parmi eux figure la création du musée de l'Épopée des Amazones et des rois du Danhomè, lancée en 2022 à Abomey, au Bénin. Le musée valorisera le site palatial et plus globalement le patrimoine national, vecteur d'attractivité touristique.

♦ Renforcer les États et les finances publiques

Alors que le renforcement de l'État demeure un enjeu majeur dans un continent traversé par plusieurs arcs de crise, Expertise France accompagne les autorités nationales ou locales dans leurs réformes

et leur modernisation. En Afrique francophone, elle met par exemple en œuvre un projet d'appui aux gouvernements ouverts. L'objectif : renforcer la transparence, la redevabilité et la participation à la vie démocratique. Expertise France forme les administrations, la société civile et les médias des pays partenaires, et les aide à tenir leurs engagements.

La gouvernance financière et la mobilisation des ressources intérieures sont également des enjeux forts. Dans le cadre du projet DATAFID, financé par le ministère de l'Économie et des Finances, Expertise France accompagne plusieurs pays de l'UEMOA, de la CEMAC et la Mauritanie pour favoriser le développement économique et lutter contre la fraude grâce à une meilleure connaissance des impacts de l'économie numérique et une bonne maîtrise de la science des données.

L'agence accompagne également l'amélioration des dispositifs de formation initiale et continue des administrations des douanes et des impôts des quatorze États membres de l'UEMOA et de la CEMAC. ■



MÉDITERRANÉE

Un espace commun à protéger et dynamiser

Parce qu'ils sont transnationaux, les enjeux méditerranéens nécessitent un niveau accru de coopération entre les pays riverains.

◆ Un patrimoine à protéger et valoriser

Les pays méditerranéens ont un patrimoine attractif en partage. Il est nécessaire de le protéger, tout en le rendant accessible et en l'inscrivant au cœur de l'économie. Dans cette optique, par exemple, Expertise France met en œuvre le projet Patrimoine 3000 en Tunisie depuis 2019. L'objectif est de diversifier l'offre touristique, pilier de l'économie nationale, en valorisant des sites patrimoniaux et historiques comme celui de Carthage. En Algérie, l'agence contribue au développement de l'économie bleue depuis 2021. Elle mobilise une large palette d'acteurs pour répondre aux défis sociétaux, économiques et environnementaux du littoral : protection, création d'emplois, augmentation des revenus des pêcheurs...

◆ Renforcer la cohésion et la confiance

La préservation d'un espace partagé passe aussi par sa sécurisation et sa stabilisation. Au Proche-Orient, Expertise France agit face aux nombreux arcs de crise qui traversent la région. Au Liban, l'initiative Qudra 2 vise ainsi à atténuer les effets des crises syrienne et irakienne et à répondre aux besoins des réfugiés, des déplacés et des communautés d'accueil.

Parce qu'elle est un volet clé de la cohésion sociale, Expertise France s'engage aussi à faire progresser l'égalité de genre et à réduire les violences faites aux femmes. Le projet Ajyal Égalité, financé par l'AFD et mis en œuvre dans quatre pays du Maghreb, illustre cet engagement. Enfin, l'agence agit pour renforcer la confiance entre États et citoyens en promouvant des modèles de gouvernance plus inclusifs et participatifs. En Jordanie, le projet Stronger Together permet par exemple de renforcer le rôle des OSC dans la protection sociale. Au Liban, l'agence agit également pour la transparence des administrations publiques et pour la lutte contre la corruption. ■



→ Au Liban, Expertise France a contribué à la réalisation de fresques murales dans un quartier particulièrement complexe de Tripoli pour renforcer le lien social.

Construire la Méditerranée de demain avec la jeunesse

Le projet SALAM, financé par le MEAE et mis en œuvre par Expertise France, offre une plateforme d'échange aux jeunes citoyens des deux rives de la Méditerranée, pour qu'ils puissent bâtir ensemble l'avenir de leur région. En février 2022, 200 jeunes ont participé, dans ce cadre, au Forum des mondes méditerranéens. Après avoir réfléchi dans des groupes de travail transnationaux coordonnés par l'agence, ils ont restitué dans un livre blanc leurs propositions pour une Méditerranée plus prospère et durable.



ESPACE EUROPÉEN

Pour une convergence vers les normes de l'UE

La guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine a démontré toute la nécessité de construire un espace européen soudé. La coopération technique joue un rôle essentiel de ce point de vue : elle permet d'arrimer les pays du voisinage européen aux normes européennes, notamment dans le cadre des processus d'adhésion à l'UE.

◆ Faire face à l'urgence en Ukraine

Expertise France a réorienté le projet Pravo-Justice qu'elle mettait en œuvre en Ukraine depuis 2017. L'objectif : répondre aux besoins urgents des acteurs de la justice du pays et des populations déplacées, et documenter les crimes de guerre présumés (voir page 19). Expertise France contribue également au déploiement des « corridors de la paix » pour maintenir les exportations de céréales ukrainiennes dans le monde : l'agence soutient pour cela les capacités de plusieurs terminaux maritimes en Roumanie.

◆ Renforcer l'État de droit et la bonne gouvernance

L'État de droit et la bonne gouvernance constituent des conditions incontournables pour l'adhésion à l'Union européenne. Expertise France appuie les pays de l'espace européen dans leurs réformes administratives et leurs efforts pour développer une bonne gouvernance, notamment dans le secteur de la justice. C'est le cas en Bosnie-Herzégovine où, depuis février 2023, l'agence contribue à renforcer l'intégrité des institutions garantes de l'État de droit. En Moldavie, dont le système financier a beaucoup souffert de la fraude bancaire de 2014, l'agence a déployé une experte internationale pour appuyer la présidence dans le recouvrement des avoirs volés.



↑ Expertise France aide les pays partenaires à intégrer l'acquis communautaire, en vue d'une adhésion à l'UE.

◆ Soutenir la convergence normative européenne

Adhérer à l'UE suppose aussi de se rapprocher de ses normes et modes de faire, dans une grande diversité de secteurs, afin d'intégrer l'acquis communautaire. Expertise France aide les pays partenaires à relever ce défi. En Albanie, elle met en œuvre un programme d'assistance technique pour la réforme du secteur énergétique, financé par l'AFD et la KfW. Dans le cadre du programme européen SOCIEUX+, l'agence accompagne également la Moldavie dans l'élaboration de ses stratégies d'emploi des jeunes et pour la réadaptation professionnelle des personnes handicapées. ■



AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Protéger nos biens publics mondiaux

Dans ce continent qui abrite les plus grandes réserves mondiales de biodiversité tout en portant de nombreuses économies émergentes, Expertise France aborde le défi climatique de façon décloisonnée, en y intégrant tous les sujets qu'il implique : énergie, développement urbain, économie, biodiversité, justice environnementale...

◆ Préserver la biodiversité

En janvier 2023, l'UE a lancé le programme EUROCLIMA Caraïbes. Mis en œuvre par Expertise France, la GIZ et le PNUD, ce programme vise d'abord à soutenir les efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique dans la zone. Il renforcera également la protection et la conservation de la diversité biologique, et favorisera la transition verte par des mesures politiques et juridiques.

L'agence intervient dans les Caraïbes également via le programme ReSEMBiD, lancé en 2018 et également financé par l'UE. Celui-ci a pour but de favoriser un développement économique durable dans les pays et territoires de la région, en agissant sur l'efficacité énergétique, la protection de la biodiversité marine et l'adaptation face aux phénomènes naturels extrêmes récurrents.

◆ Lutter contre les atteintes à l'environnement

Les atteintes à l'environnement constituent la quatrième activité criminelle la plus lucrative au monde et la seconde cause de perte de biodiversité. Expertise France s'engage résolument en faveur de la justice environnementale, en formant et en coordonnant les acteurs de la chaîne pénale et en sensibilisant la société civile à ces infractions. En Amérique latine, le programme européen EL PACCTO, mis en œuvre de 2017 à 2022, a notamment donné naissance à un réseau de coopération opérationnelle des polices européennes et latino-américaines spécialisées en criminalité environnementale. Depuis 2021, l'agence accompagne aussi la Bolivie, l'Équateur, le Mexique et le Costa Rica dans l'application de l'accord d'Escazú de 2018, premier traité environnemental d'Amérique latine et des Caraïbes. ■

↑ En Amérique latine, Expertise France contribue à soutenir les efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.



INDOPACIFIQUE

L'environnement et la sécurité comme priorités

Incontournable au regard des ODD, l'Indo-pacifique est l'une des zones prioritaires de l'aide au développement et de la coopération françaises, d'autant plus que la France constitue un pays à part entière de l'Indopacifique : 1,6 million de ses citoyens y sont établis et la zone abrite les trois quarts de sa zone économique exclusive. Ensembliser interministériel, Expertise France apporte une expérience attendue sur les enjeux maritimes, qui exigent de mobiliser une diversité d'acteurs et de secteurs.

◆ La sécurité maritime, un enjeu clé

En cohérence avec ces priorités stratégiques, Expertise France étend de plus en plus ses activités dans la zone. Le projet ESIWA, par exemple, lancé en 2020 et mis en œuvre avec la GIZ, contribue à renforcer la coopération entre l'UE et ses pays partenaires asiatiques sur des enjeux comme la cybersécurité, la gestion de crise ou la lutte antiterrorisme. ESIWA contribue également à faire reconnaître l'UE comme une garante de sécurité à l'international. Expertise France met également en œuvre le projet européen CRIMARIO qui permet de réduire les risques maritimes et de sécuriser les routes en renforçant les échanges d'informations. Ce projet a vu son activité étendue de l'océan Indien vers l'océan Pacifique.

◆ Soutenir l'économie bleue

L'enjeu de sécurité maritime entre en effet en écho avec le développement économique et la mise en valeur des ressources halieutiques. Expertise France déploie ainsi le projet Go Blue au Kenya, où la grande majorité des flux de marchandises transite par la mer. En outre, l'économie bleue recèle un potentiel encore inexploité au Kenya, avec des opportunités dans l'aquaculture, le tourisme ou la recherche et développement. Expertise France mobilise les pouvoirs judiciaires et législatifs,

le secteur privé et la société civile pour lutter contre les activités maritimes illégales et pour multiplier les activités génératrices de revenus, en faveur des communautés locales. ■



← Le clou de girofle, une des trois filières agricoles d'exportation soutenues dans le cadre du plan de développement France-Comores.

Une nouvelle dynamique de développement aux Comores

Dans le cadre du Plan de développement France-Comores, Expertise France déploie avec l'AFD plusieurs projets aux Comores, qui sont devenues un des principaux pays d'intervention de l'agence. Le projet AFIDEV améliore la compétitivité des filières agricoles d'exportation et les revenus des producteurs. En parallèle, Komor Initiative aide les jeunes à accéder à l'emploi et le projet Diaspora va soutenir cent porteurs de projets et investisseurs issus de la diaspora comorienne pour contribuer au développement du pays. Expertise France soutient également la coopération régionale en matière de santé et le développement de l'offre de soins aux Comores.

Rendez-vous en ligne!



VOUS SOUHAITEZ EN SAVOIR PLUS ?

Rendez-vous sur la version web du *Bilan & perspectives* :

rapport-annuel.expertisefrance.fr

Vous y trouverez **une dizaine d'interviews et tribunes exclusives** de nos partenaires, de nos ministères de tutelle, de notre direction générale, ainsi que **les archives de l'ensemble de nos rapports annuels**.



Retrouvez nos chiffres
clés 2022 et nos objectifs
pour 2023 **en vidéo**

Sigles et acronymes

- **AFD** : Agence française de développement
- **CEMAC** : Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
- **CICID** : Comité interministériel de la coopération internationale et du développement
- **COP** : conférence des parties
- **CPD** : Conseil présidentiel du développement
- **DG INTPA** : direction générale des Partenariats internationaux de la Commission européenne
- **DG NEAR** : direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement de la Commission européenne
- **EDFI** : European Development Finance Institutions
- **ETI** : expert technique international
- **FIIAAP** : Fundación Internacional y para Iberoamérica de Administración y Políticas Públicas
- **GIZ** : Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
- **JEFIC** : Joint European Financiers for International Cooperation
- **KfW** : Kreditanstalt für Wiederaufbau
- **MEAE** : ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
- **NBA** : National Basketball Association
- **ODD** : Objectifs de développement durable
- **ONG** : organisation non gouvernementale
- **OSC** : organisation de la société civile
- **PC** : protection civile
- **PNUD** : Programme des Nations unies pour le développement
- **RDC** : République démocratique du Congo
- **RNB** : revenu national brut
- **SACEM** : Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique
- **SFI** : Société financière internationale
- **SNV** : Netherlands Development Organisation
- **UE** : Union européenne
- **UEMOA** : Union économique et monétaire ouest-africaine

Crédits iconographiques

Couverture : Faïd Hadji,
Rodrigue Ako, Faïd Hadji,
Douraïd Souissi, Rodrigue
Ako, Saphir Niakadié

P. 1 : Faïd Hadji
P. 2 : MEAE
P. 3 : MEFSIN
P. 4 : Marcella Barbieri/
AFD, Alexandre Salle de
Chou/AFD

P. 13 : Rodrigue Ako
P. 15 : Dalia Khamissy
P. 17 : Saphir Niakadié
P. 19 : DR
P. 20 : Basile Trouillet/
Animal pensant

P. 21 : DR
P. 23 : Douraïd Souissi
P. 24 : Dalia Khamissy
P. 25 : Unsplash
P. 26 : Mario Rubio
P. 27 : Faïd Hadji

Directeur de la publication : Jérémie Pellet, directeur général

Coordination éditoriale et rédaction (Expertise France) : Nicolas Jacquemard, chargé de communication

Conception graphique, conseil éditorial et rédaction : ANIMAL  PENSANT

Remerciements aux équipes siège et terrain ainsi qu'à nos partenaires pour leurs contributions.

Ce document a été imprimé en France par l'Imprimerie solidaire.



Contacts :

40, boulevard de Port-Royal
75005 Paris
01 70 82 70 82

communication@expertisefrance.fr
www.expertisefrance.fr

Retrouvez-nous sur :

